



États financiers

Pour les exercices clos les
31 décembre 2023 et 2022

NIO MÉTAUX STRATÉGIQUES INC.

Commentaires de la direction sur les états financiers pour les années terminées les 31 décembre 2023 et 2022

Les états financiers ci-joints de NIO METAUX STRATEGIQUES INC. (la « Société ») sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le Conseil d'administration.

Ces états financiers ont été dressés par la direction selon les Normes internationales d'information financière ("IFRS") et comportent nécessairement certains montants qui sont fondés sur les estimations les plus probables et des jugements faits par la direction.

Des systèmes de contrôle administratif, comptable et de divulgation interne ont été élaborés et sont maintenus par la direction afin de fournir une assurance raisonnable que les actifs sont protégés et que l'information financière est exacte et fiable.

Le Conseil d'administration doit s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le Comité d'audit rencontre périodiquement la direction afin de discuter des questions de présentation de l'information financière. Le Comité examine également les états financiers annuels et le rapport des auditeurs indépendants, et fait part de ses constatations au Conseil d'administration lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers à l'intention des actionnaires. Les auditeurs désignés par les actionnaires peuvent à leur gré rencontrer le Comité d'audit, en présence ou en l'absence de la direction.

Les présents états financiers aux 31 décembre 2023 et 2022 et pour les exercices clos à ces dates ont été audités par les auditeurs, Audacie Inc.

(signé) *Hubert Marleau*
HUBERT MARLEAU,
Président et chef de la direction

(signé) *Bruno Dumais*
BRUNO DUMAIS, CPA
Chef de la direction financière

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de
NIO MÉTAUX STRATÉGIQUES INC. ,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de NIO MÉTAUX STRATÉGIQUES INC. (la « Société »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022, et les états de la perte nette et du résultat global, l'état des variations des capitaux propres négatifs et le tableau des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes des états financiers, y compris les principales méthodes comptables et autres informations explicatives.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2023 et 2022, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles qu'elles ont été publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« IASB »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport.

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Incertitude significative liée à la continuité de l'exploitation

Nous attirons l'attention sur la note 1 des états financiers, qui décrit les événements ou les situations indiquant l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, étaient les plus importantes dans notre audit des états financiers de la période en cours. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous ne formulons pas d'opinion distincte sur ces questions. À l'exception de la question décrite dans la section Incertitude significative liée à la continuité de l'exploitation, nous avons déterminé qu'il n'y avait pas d'autres questions clés d'audit à communiquer dans notre rapport.

Autre information

La direction est responsable des autres informations. Les autres informations comprennent le rapport de gestion.

Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit à leur sujet.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations identifiées ci-dessus et, ce faisant, à déterminer si les autres informations sont significativement incompatibles avec les états financiers ou nos connaissances obtenues lors de l'audit, ou semblent autrement être matériellement inexactes.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous concluons à l'existence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de le signaler. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration attestant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes en matière d'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme ayant une incidence sur notre indépendance et, le cas échéant, les mesures prises pour éliminer les menaces ou mesures de protection appliquées.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée et ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est David Bédard.

The logo for Audacie 1 inc. features the word "Audacie" in a large, elegant, cursive script. A horizontal line is drawn beneath the letters "a", "u", and "d". To the right of this line, the number "1" is written in a smaller, bold, sans-serif font. Below the number "1", the letters "inc." are written in a small, lowercase, sans-serif font.

Société de comptables professionnels agréés

Brossard (Québec)
Le 29 avril 2024

¹ CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A128615

NIO MÉTAUX STRATÉGIQUES INC.

 États de la situation financière
 (en dollars canadiens)

	Note	2023	2022
Actifs			
Actifs courants			
Espèces et quasi-espèces		\$ 1 304 411	\$ 1 636 519
Débiteurs et autres débiteurs	4	77 080	26 426
Frais payés d'avance	5	17 722	81 508
Total des actifs courants		1 399 213	1 744 453
Actifs non courants			
Terrain		506 887	506 887
Total des actifs non courants		506 887	506 887
Total des actifs		\$ 1 906 100	\$ 2 251 340
Passifs			
Passifs non courants			
Comptes fournisseurs et autres créditeurs	6	\$ 105 403	\$ 256 590
Portion à court terme de la dette à long terme	8	500 000	30 000
Total des passifs courants		605 403	286 590
Passif non courant			
Dette à long terme	8	–	500 000
Total du passif non courant		–	500 000
Total des dettes		605 403	786 590
Capitaux propres			
Capital social	10	20 980 963	20 295 543
Bons de souscriptions	11	–	645 987
Surplus d'apport		2 279 388	1 753 582
Déficit		(21 959 654)	(21 230 362)
Total des capitaux propres		1 300 697	1 464 750
Total des dettes et des capitaux propres		\$ 1 906 100	\$ 2 251 340

Événement subséquent 8

Les notes font partie intégrante des états financiers.

Au nom du conseil d'administration,

 (signé) Hubert Marleau, administrateur

 (signé) Hubert Vallée, administrateur

NIO MÉTAUX STRATÉGIQUES INC.

États de la perte nette du résultat global

Pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022

(en dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

	Note	2023	2022
Revenus		\$ 12 100	\$ 11 468
Charges			
Honoraires professionnels		179 932	188 633
Dépenses d'exploration, net du crédit d'impôt de néant \$ (2022 - 61 534 \$)		127 680	(61 534)
Frais de bureau et d'administration		90 398	77 202
Honoraires des administrateurs		37 399	35 576
Droits miniers		64 527	188 680
Bourse, autorités et relations avec les actionnaires		49 998	37 363
Loyers		13 085	12 129
Taxes et permis		9 947	6 985
Frais de représentation et de déplacement		92 381	31 881
Assurance		18 421	19 711
Télécommunication et site internet		1 846	948
Maintenance		-	800
Rémunération à base d'actions	13	72 965	140 610
Frais bancaires		492	860
Total des charges		759 071	679 844
Perte d'opérations		(746 971)	(668 376)
Charges financières et autres dépenses (gain)			
Charges financières		30 025	61 554
Revenus d'intérêts		(47 704)	=
Gain sur règlement de dette	7	-	(242 732)
Gain sur remise de prêt		-	(10 000)
Total des charges financières et autres dépenses (gain)		(17 679)	(191 778)
Perte nette et résultat global		\$ (729 292)	\$ (477 198)
Résultat par action ordinaire en circulation	12		
De base		\$ (0,01)	\$ (0,01)
Dilué		\$ (0,01)	\$ (0,01)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de base		76 592 200	72 520 119
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation diluées		76 592 200	72 520 119

Les notes font partie intégrante des états financiers.

NIO MÉTAUX STRATÉGIQUES INC.

États des variations de capitaux propres
Pour les exercices les 31 décembre 2023 et 2022
(en dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

	Capital social		Surplus d'apport	Bons de souscription	Déficit	Total
	Nombre	Montant				
Solde au 1^{er} janvier 2023	75 718 338	\$20 295 543	\$ 1 753 582	\$ 645 987	\$(21 230 362)	\$ 1 464 750
Perte nette et résultat global	–	–	–	–	(729 292)	(729 292)
Émission d'actions suite à l'exercice de bons de souscription (réduit de frais d'émission de 4 805 \$)	4 142 334	685 420	–	(193 146)	–	492 274
Expiration de bons de souscription	–	–	452 841	(452 841)	–	–
Rémunération à base d'actions	–	–	72 965	–	–	72 965
Solde au 31 décembre 2023	79 860 672	\$20 980 963	\$ 2 279 388	\$ –	\$(21 959 654)	\$ 1 300 697

	Capital social		Surplus d'apport	Bons de souscription	Déficit	Total
	Nombre	Montant				
Solde au 1^{er} janvier 2022	51 894 868	\$16 989 649	\$ 1 612 972	\$ 650 037	\$(20 753 164)	\$(1 500 506)
Perte nette et résultat global	–	–	–	–	(477 198)	(477 198)
Rémunération à base d'actions	–	–	140 610	–	–	140 610
Frais d'émission	–	(29 392)	–	(4 050)	–	(33 442)
Émission d'actions lors d'une entente de conversion de débenture (note 7)	23 823 470	3 335 286	–	–	–	3 335 286
Solde au 31 décembre 2022	75 718 338	\$20 295 543	\$ 1 753 582	\$ 645 987	\$(21 230 362)	\$ 1 464 750

Les notes font partie intégrante des états financiers.

NIO MÉTAUX STRATÉGIQUES INC.

États des flux de trésorerie

Pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022

(en dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

	Note	2023	2022
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Perte nette		\$ (729 292)	\$ (477 198)
Ajustements pour:			
Rémunération à base d'actions	12	72 965	140 610
Gain sur remise de prêt		–	(10 000)
Gain sur règlement de dette	7	–	(242 732)
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement lié à l'exploitation	14	(81 055)	315 992
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		(737 382)	(273 328)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Émission d'actions	10	435 274	–
Remboursement de dette à long terme	8	(30 000)	–
Frais d'émission d'actions lors d'un placement privé		–	(33 442)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		405 274	(33 442)
Diminution des espèces		(332 108)	(306 770)
Espèces et quasi-espèces, au début		1 636 519	1 943 289
Espèces et quasi-espèces, à la fin		\$ 1 304 411	\$ 1 636 519
Information supplémentaire	14		

Les notes font partie intégrante des états financiers.

NIO MÉTAUX STRATÉGIQUES INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022

En dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

1. Nature des opérations et continuité d'exploitation

Nio Métaux stratégiques Inc. (la "Société") est domiciliée au Canada. Le siège social de la Société est situé au 1, Place Ville-Marie, bureau 1670, Montréal, Québec. La Société a été constituée selon la Loi sur les sociétés par actions du Québec le 29 août 1995. La Société détient une propriété minière en exploration de niobium située dans la région d'Oka au Québec et une propriété en exploration dans la région de la Baie James au Québec. Les actions de la Société sont échangées publiquement sur la Bourse de croissance du TSX ("TSX-V") sous le symbole « NIO ».

Le 6 mai 2022, la Société a approuvé son changement de nom pour Nio Métaux stratégiques. Le changement confirmait l'intention de la Société de consacrer ses activités à la recherche de métaux et minéraux stratégiques essentiels à l'avancement de la vie moderne et de la sécurité nationale de manière bénéfique pour l'environnement, la société et l'éthique.

La Société est une entreprise en phase de démarrage et détient des propriétés minières d'exploration dans la province du Québec. La propriété minière d'Oka consiste en droits miniers comprenant 98 droits miniers sur une superficie de 5 429 acres alors que celle de Grande-Baleine considère 63 droits miniers couvrant 7 687 acres sur le territoire de la Baie d'Hudson. La majorité des efforts de la Société est actuellement dévouée à l'obtention des permis, au financement et au développement de sa propriété de niobium à Oka.

Les états financiers ont été préparés selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation qui suppose que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses obligations et de ses engagements dans le cours normal de ses opérations. La Société est dans un processus d'exploration et d'évaluation concernant ses propriétés et ses projets miniers et n'a pas encore déterminé si ses propriétés contiennent des réserves exploitables. La Société n'a pas de revenus provenant de son exploitation qui lui permettraient de s'acquitter de ses obligations dans le cours normal de ses activités. Les états financiers ne reflètent pas les ajustements des valeurs comptables et des passifs qui seraient nécessaires si la Société n'était pas en mesure de réaliser ses actifs ou de s'acquitter de ses obligations dans le cours normal de ses activités.

En ce qui concerne la propriété de niobium à Oka, la Société a déterminé en 1999 que ses ressources de minerai fournissent une indication conceptuelle du potentiel de la propriété. La demande de la Société est en révision par le Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs ("MDDEP") du Québec ainsi qu'avec la communauté d'Oka afin d'obtenir l'ensemble des permis, certificats et autres autorisations qui permettraient à la Société de mettre en exploitation la propriété de niobium. La direction développe présentement une stratégie afin d'obtenir tous les permis et certificats d'opération requis afin de développer la propriété Oka.

En mars 2022, 2 345 000 \$ en capital et 1 233 018 \$ en intérêts courus exigibles en vertu des modalités de la débenture garantie initialement émise par la Société à Nio-Metals le 19 février 2013 ont été convertis en un total de 23 823 470 actions ordinaires de la Société.

La capacité de la Société à respecter ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance, y compris l'acquisition finale des propriétés et le développement de projets miniers, dépend de sa capacité à obtenir le financement nécessaire. Ces facteurs soulèvent l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Bien que, au stade actuel des travaux, la Société prenne toutes les mesures conformes aux normes de l'industrie afin de s'assurer que les titres des propriétés minières dans lesquelles elle a un intérêt financier sont en règle, ces mesures ne garantissent pas la validité des titres. Les titres pourraient être assujettis à des ententes précédentes non enregistrées ou au non-respect d'exigences réglementaires.

NIO MÉTAUX STRATÉGIQUES INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022

En dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

2. Préparation de base

Déclaration de conformité

Les états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'é émises par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Les états financiers ont été autorisés pour publication par le conseil d'administration le 24 avril 2024.

Base de mesure

Les états financiers ont été préparés sur la base du coût historique.

Présentation et monnaie fonctionnelle

Ces états financiers sont présentés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

Recours à des estimations et à des jugements

La préparation des états financiers en conformité avec les normes IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sont passées en revue régulièrement. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel les estimations sont révisées et dans tous les exercices futurs touchés par ces révisions.

Les informations sur les hypothèses et les incertitudes relatives aux estimations qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif au cours du prochain exercice comprennent entre autres :

Continuité de l'exploitation

L'évaluation de la capacité de la Société à mettre en œuvre sa stratégie en finançant son fonds de roulement et ses activités d'exploration et d'évaluation requiert l'exercice du jugement. Les estimations et les hypothèses formulées sont revues régulièrement et reposent sur les données historiques et sur d'autres facteurs, notamment des prévisions à l'égard d'événements futurs qui sont estimées raisonnables dans les circonstances.

Valorisation de Black & Scholes

Le calcul de la juste valeur des parts, des options d'achat d'actions et des bons de souscription accordés exige que la direction fasse des estimations et des hypothèses concernant la juste valeur des actions ordinaires sous-jacentes de la Société, la volatilité prévue, la durée de vie prévue et les taux de confiscation prévus, ce qui pourrait avoir une incidence sur les résultats de la Société si les estimations actuelles changent. La volatilité attendue était basée sur la volatilité historique de la Société.

3. Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables énoncées ci-dessous ont été appliquées de façon uniforme à tous les exercices présentés dans ces états financiers.

a) Espèces et quasi-espèces

Les espèces et quasi-espèces comprennent les soldes de trésorerie en caisse et les dépôts à terme, ainsi que d'autres placements à court terme très liquides venant à échéance dans les 90 jours suivant la date d'acquisition, qui sont facilement convertibles en liquidités connues et qui sont soumis à un risque minime de variation de valeur.

NIO MÉTAUX STRATÉGIQUES INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022

En dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

- b) Crédits des droits miniers remboursables et crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources
La Société pourrait avoir droit à des crédits remboursables sur les droits pour les pertes en vertu de la Loi de l'impôt minier. Ces crédits remboursables sur les droits pour les pertes s'appliquent aux coûts d'exploration engagés dans la province de Québec.

De plus, la Société pourrait avoir droit à des crédits d'impôt remboursables pour les ressources des sociétés minières sur les dépenses d'exploration admissibles engagées.

Les crédits sont comptabilisés dans les coûts d'exploration engagés, comme indiqué dans IAS 20, Aide gouvernementale, lorsqu'un avis de cotisation est reçu en raison de l'incertitude quant au calendrier et au montant des crédits d'impôt (néant \$ en 2023 et \$61 534 en 2022).

- c) Terrain
Le terrain est comptabilisé au coût. La valeur résiduelle est revue au moins une fois à la fin de chaque exercice. Les profits ou les pertes résultant de la cession d'immobilisations corporelles correspondent à l'écart entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Ils sont ensuite comptabilisés aux états de la perte nette du résultat global.

Lorsque le terrain n'est plus utilisé, ou abandonné, la valeur comptable est dévaluée au montant récupérable et la différence est comptabilisée aux états de la perte et du résultat global.

- d) Propriétés minières et dépenses de prospection et d'évaluation
Les dépenses de propriétés minières et de prospection et d'évaluation comprennent des propriétés minières et d'autres coûts d'exploration et d'évaluation. Les propriétés minières correspondent à une participation acquise dans des permis ou des droits de prospection minière qui incluent des droits de prospection, d'exploitation, d'extraction et de vente de tous les minerais tirés de ces droits. Les coûts engagés comprennent les frais généraux techniques et administratifs appropriés.

Tous les coûts de prospection et d'évaluation sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Lorsque la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale sont démontrées pour une zone d'intérêt, la Société cesse de passer à la dépense les coûts de prospection et d'évaluation pour cette zone et enregistre ces dépenses dans les immobilisations corporelles ou incorporelles sous actifs miniers en développement, selon la nature des actifs.

- e) Impôt différé et impôt sur le résultat
La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés dans le résultat net, sauf dans la mesure où ils se rapportent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat global.

L'impôt exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou récupéré au titre du bénéfice imposable ou de la perte fiscale d'une année, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt exigible comprend également tout ajustement de l'impôt à payer relativement à des années antérieures.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs aux fins de l'information financière et des montants utilisés à des fins fiscales. Aucun impôt différé n'est comptabilisé relativement aux différences temporelles suivantes : la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui ne touche ni le bénéfice ou la perte comptable ou fiscale, ainsi que les différences qui se rapportent à des participations dans des filiales ou des entreprises contrôlées conjointement, dans la mesure où il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible. En outre, aucun impôt différé n'est comptabilisé au titre des différences temporelles qui résultent de la comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition.

NIO MÉTAUX STRATÉGIQUES INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022

En dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

L'impôt différé est évalué selon les taux d'impôt dont on attend l'application aux différences temporelles lorsque celles-ci s'inverseront, en fonction des lois adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture.

Les actifs et passifs d'impôt différés peuvent être compensés si l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et si les actifs et passifs d'impôt différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler les passifs d'impôt exigibles et de réaliser les actifs d'impôt exigibles sur la base de leur montant net, ou de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé au titre des pertes fiscales et crédits d'impôt inutilisés ainsi qu'au titre des différences temporelles déductibles, dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfiques imposables futurs auxquels ces éléments pourront être imputés. Les actifs d'impôt différé sont examinés à la date de clôture et sont réduits lorsque la réalisation de l'avantage fiscal connexe n'est plus probable.

f) Capital social

Actions ordinaires

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires sont comptabilisés en déduction des capitaux propres, après déduction de toute incidence fiscale.

Bons de souscription

Les bons de souscription sont classés dans les capitaux propres dans la mesure où ils correspondent à des dérivés sur les instruments de capitaux propres de la Société elle-même et qui seront uniquement réglés par la Société en échangeant un nombre déterminé de ses propres instruments de capitaux propres en échange d'un montant déterminé de trésorerie. Les bons de souscription sont reclassés au surplus d'apport lorsqu'ils expirent.

Les bons de souscription qui comprennent une obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou qui ne répondent pas aux exigences de la norme IAS 32 sont classés comme des passifs financiers.

g) Surplus d'apport

Le surplus d'apport est utilisé pour enregistrer la juste valeur cumulée des options d'achat d'actions enregistrées comme dépense fondée sur des actions. Le surplus d'apport est augmenté par la juste valeur de ces items lors de leur acquisition et est réduit par la valeur correspondante lorsque les options sont exercées.

h) Contrats de location

Les contrats de location considérant un aspect légal sont classifiés soit à titre de location-financement ou de location simple. Les contrats de location-financement représentent les contrats dont la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents des actifs loués est transférée. Pour déterminer si un accord est, ou contient, un contrat de location, il faut se fonder sur la substance de l'accord à la date de sa passation en tenant compte des éléments suivants:

- Le contrat considère l'usage d'un bien spécifique, ce qui peut être déterminé explicitement ou implicitement, qui doit être physiquement distinct ou représenté substantiellement tous les bénéfices inhérents à un bien physique distinct. Si le fournisseur détient un droit de substitution, le bien ne peut être déterminé comme étant spécifique,
- La Société bénéficie substantiellement de tous les bénéfices économiques de l'usage de l'actif durant la période permise, et

NIO MÉTAUX STRATÉGIQUES INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022

En dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

- La Société a le droit de déterminer l'usage du bien. La Société bénéficie d'un tel droit si la prise de décision sur les changements importants concernant l'usage lui revient.

La Société reconnaît un actif au titre de droit d'utilisation et une obligation locative correspondant à la date à laquelle l'actif loué est prêt à être utilisé. L'actif au titre de droit d'utilisation est initialement évalué au coût, qui comprend le montant initial du passif au titre du contrat de location ajusté de tout paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, des coûts directs initiaux engagés par le preneur et des coûts à engager pour la restauration du lieu dans l'état exigé par les termes et les conditions du contrat de location, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus.

L'obligation locative est initialement évaluée selon la valeur actualisée des paiements de loyer impayé à la date à laquelle l'actif loué est prêt à être utilisé, actualisé selon le taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, si ce taux ne peut pas être déterminé, le taux d'emprunt marginal de la Société. De manière générale, la Société utilise son taux d'emprunt marginal comme taux d'actualisation.

L'obligation locative est évaluée au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. L'obligation locative est réévaluée s'il y a un changement dans les paiements futurs de loyers découlant d'une modification de l'index ou du taux, s'il y a possibilité que la Société estime un changement dans les montants attendus à payer sous une valeur résiduelle garantie, ou si la Société modifie son intention d'exercer une option d'achat, une option de renouvellement ou de résiliation.

La Société a choisi d'appliquer en pratique de ne pas reconnaître d'actif au titre de droit d'utilisation et d'obligation locative pour les contrats de location à court terme, soit les contrats de moins de 12 mois et pour les contrats de faible valeur (moins de 8 000\$). Tous les paiements des contrats court terme et de faibles valeurs sont ainsi passés directement en charge selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

i) Charges financières nettes

Les charges financières nettes comprennent les revenus d'intérêts sur les fonds investis, les frais d'intérêts enregistrés dans le résultat net, en utilisant la méthode des intérêts effectifs.

j) Paiements fondés sur des actions

La juste valeur à la date d'attribution des droits à des paiements fondés sur des actions attribués à des membres du personnel et à des administrateurs est comptabilisée comme charge au titre des avantages du personnel et des administrateurs, avec comptabilisation de l'augmentation du surplus d'apport qui en est la contrepartie au cours de l'exercice où les membres du personnel et les administrateurs acquièrent des droits inconditionnels à des paiements fondés sur des actions. Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre de droits dont on s'attend à ce que les conditions de service autres que des conditions de marché soient remplies, de sorte que le montant finalement comptabilisé en charges dépend du nombre de droits qui remplissent les conditions de service à la date d'acquisition des droits.

Les paiements fondés sur des actions pour lesquels la Société reçoit des biens ou des services en contrepartie de ses instruments de capitaux propres sont comptabilisés comme des transactions dont le paiement est fondé sur des actions réglées en instruments de capitaux propres, quelle que soit la façon dont les instruments de capitaux propres sont obtenus par la Société. La Société évalue les biens ou les services reçus et l'augmentation correspondante des capitaux propres à la juste valeur des biens ou services reçus, sauf si cette juste valeur ne peut pas être estimée de façon fiable. Dans ce cas, les biens et les services reçus sont évalués à la juste valeur des instruments de capitaux propres émis.

NIO MÉTAUX STRATÉGIQUES INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022

En dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

k) Résultat par action

La Société présente le résultat de base et le résultat dilué par action pour ses actions ordinaires. Le résultat de base par action se calcule en divisant le bénéfice ou la perte attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, après ajustement pour tenir compte des actions propres détenues. Aux fins du calcul du résultat dilué par action, le bénéfice ou la perte attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation, après ajustement pour tenir compte des actions propres détenues, doivent être ajustés pour tenir compte des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives, lesquelles englobent les obligations convertibles et les options sur actions attribuées aux membres du personnel.

l) Instruments financiers

Classement et évaluation

Les actifs financiers sont classés et évalués en fonction de trois catégories : au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAÉRG ») et à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »). Les passifs financiers sont classés et évalués en fonction de deux catégories : au coût amorti ou à la JVRN.

Conformément à l'IFRS 9, les dérivés incorporés dans des contrats où le contrat hôte est un actif financier entrant dans le champ d'application de la norme ne sont pas séparés, mais l'instrument financier hybride dans son ensemble est évalué aux fins du classement.

Le tableau suivant présente un résumé des instruments financiers :

Instrument financier	Catégorie
Espèces et quasi-espèces	Coût amorti
Débiteurs, à l'exception de la taxe de vente à recevoir	Coût amorti
Comptes fournisseurs et autres créditeurs, à l'exception des bénéfices marginaux payables	Coût amorti
Dette à long terme	Coût amorti

Après leur comptabilisation initiale, les actifs financiers ne sont pas reclassés, à moins que la Société ne décèle un changement du modèle économique qu'elle suit pour la gestion des actifs financiers et qu'elle réévalue le classement de ses actifs financiers.

Les actifs financiers et les passifs financiers sont constatés lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument en question. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie ont expirés ou ont été transférés et que la Société a transféré en substance tous les risques et les bénéfices inhérents à la propriété. Un passif financier est décomptabilisé en cas d'extinction, de résiliation, d'annulation ou d'expiration.

Les actifs et les passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté à l'état de la situation financière lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants constatés et une intention soit de régler sur une base nette, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Au moment de la constatation initiale, la Société classe ses instruments financiers selon les catégories suivantes, en fonction des fins auxquelles les instruments ont été acquis :

Actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN)

Les instruments financiers de cette catégorie comprennent les actifs volontairement classés dans cette catégorie et sont comptabilisés initialement et ultérieurement à la juste valeur. Les gains et les

NIO MÉTAUX STRATÉGIQUES INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022

En dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

pertes résultant des variations de la juste valeur sont présentés dans les états de la perte nette et du résultat global.

Coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier

Les actifs/passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur majorée des coûts de transaction. Par la suite, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, à moins qu'il ne soit accompagné d'un élément de dérivé incorporé. Dans ce cas, la Société désigne un l'instrument comme étant hybride présenté dans les états de la perte nette et du résultat global.

Les passifs financiers sont classés comme courants ou non courants basé sur des droits qui existent à la fin de la période, précisent que le classement n'est pas affecté par les attentes quant à savoir si une entité exercera son droit de différer le règlement d'une responsabilité civile, expliquent que des droits existent si les obligations sont respectées à la fin de la période et introduisent une définition du terme « règlement » pour préciser que le règlement fait référence au transfert à la contrepartie d'espèces, d'instruments de capitaux propres, d'autres actifs ou prestations de service.

Dévaluation d'actifs financiers

À chaque date de l'état de la situation financière, la Société évalue s'il existe des indications objectives à l'effet qu'un actif financier soit dévalué. Un actif financier est dévalué et une perte pour dévaluation est subie seulement s'il existe une preuve objective de dévaluation découlant d'un ou de plusieurs événements qui ont eu lieu après la comptabilisation initiale (un « événement générateur de perte ») et que cet événement générateur de perte a un impact sur les flux de trésorerie prévus des actifs financiers qui peuvent être estimés de façon fiable.

S'il existe de telles indications, la Société comptabilise une perte pour dévaluation, de la façon suivante : la perte pour dévaluation correspond à l'écart entre le coût amorti du prêt ou de la créance et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'instrument. La valeur comptable de l'actif financier est réduite de ce montant soit directement, soit par l'utilisation d'un compte de réserve.

Les pertes pour dévaluation sur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont reprises au cours de périodes ultérieures si le montant de la perte diminue et que la diminution peut être objectivement reliée à un événement survenant après la comptabilisation de la dévaluation.

m) Dépréciation des immobilisations corporelles

Aux fins d'évaluation de la dépréciation, les actifs sont regroupés aux niveaux les plus bas générant des entrées de trésorerie largement indépendantes (unités génératrices de trésorerie). Par conséquent, certains actifs sont soumis individuellement à un test de dépréciation tandis que d'autres sont testés au niveau d'une unité génératrice de trésorerie.

Tous les actifs individuels ou unités génératrices de trésorerie sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Une perte de valeur égale au montant par lequel la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie excède sa valeur recouvrable est comptabilisée en résultat net. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie est la plus élevée de sa juste valeur moins les coûts de sa vente et de sa valeur d'utilité.

La perte de valeur est portée en réduction de l'actif individuel ou répartie au prorata des actifs de l'unité génératrice de trésorerie. Tous les actifs sont subséquemment réévalués afin de relever tout indice indiquant qu'une perte de valeur comptabilisée antérieurement puisse ne plus exister. Une perte de valeur peut être reprise si la valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie excède sa valeur comptable.

NIO MÉTAUX STRATÉGIQUES INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022

En dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

n) Subventions gouvernementales

Une subvention gouvernementale (y compris toute aide gouvernementale) est reconnue lorsqu'il y a une assurance raisonnable qu'elle sera reçue et que toutes les conditions connexes seront respectées. La Société comptabilise les subventions gouvernementales en résultat sur une base systématique et conformément à sa comptabilisation des dépenses que les subventions sont destinées à compenser. Au cours de l'année, un montant de néant \$ (10 000 \$ en 2022) a été comptabilisé à titre de gain sur remise de prêt.

o) Adoption de normes comptables

La Société a adopté les nouvelles normes comptables suivante ainsi que les amendements aux normes et leurs interprétations avec une date d'application initiale au 1er janvier 2023; ceux-ci ont été appliqués dans la préparation des états financiers:

Amendements à IAS 1 - Classification des passifs courants et non courants

Les amendements à IAS 1 affectent uniquement la présentation des passifs comme courants ou non courants dans l'état de la situation financière et non le montant ou le moment de la comptabilisation de tout actif, passif, produit ou charge, ou les informations divulguées sur ces éléments.

Les amendements précisent que le classement des passifs comme courants ou non courants est basé sur des droits qui existent à la fin de la période, précisent que le classement n'est pas affecté par les attentes quant à savoir si une entité exercera son droit de différer le règlement d'un responsabilité civile, expliquent que des droits existent si les obligations sont respectées à la fin de la période et introduisent une définition du terme « règlement » pour préciser que le règlement fait référence au transfert à la contrepartie d'espèces, d'instruments de capitaux propres, d'autres actifs ou prestations de service.

Modification d'IAS 12 - Impôts sur le revenu

Les modifications précisent que l'exemption de reconnaissance initiale en vertu de l'IAS 12 ne s'applique pas aux opérations qui donnent lieu à des différences temporaires imposables et déductibles égales, comme les baux.

L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence sur les états financiers de la Société.

4. Débiteurs

	2023	2022
Taxe de vente à recevoir	\$ 5 858	\$ 25 226
Souscriptions à recevoir (note 10)	57 000	–
Autres comptes à recevoir	14 222	1 200
	\$ 77 080	\$ 26 426

5. Frais payés d'avance

Les frais payés d'avance sont constitués principalement de paiement de droits miniers sur des propriétés minières.

Propriété d'Oka

La propriété minière d'Oka consiste en droits de surface et miniers comprenant 98 claims miniers (98 en 2022) couvrant une superficie de plus 5 429 acres (5 429 en 2022).

Propriété de Grande-Baleine

La Société possède des droits de surface et miniers pour la propriété de fer de Grande-Baleine, comprenant 63 claims miniers (98 en 2022) couvrant 7 687 (11 964 en 2022) acres sur le territoire de la Baie d'Hudson.

NIO MÉTAUX STRATÉGIQUES INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022

En dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

6. Comptes fournisseurs et autres créditeurs

	2023	2022
Fournisseurs et autres créditeurs	\$ 74 322	\$ 217 947
Montant payable à un administrateur	–	4 426
Intérêts courus	10 027	22 603
Bénéfices marginaux payables	21 054	11 614
	\$ 105 403	\$ 256 590

7. Débenture

Le 19 février 2013, la Société a complété un placement privé avec Nio-Metals Holdings LLC (“Nio-Metals”) par lequel Nio-Metals a souscrit pour une unité composée d’un montant en principal de 1 200 000 \$ d’une débenture subordonnée garantie de la Société (la “Débenture”) ainsi que de 1 000 000 de bons de souscription permettant l’acquisition d’actions ordinaires de la Société pour une contrepartie totale de 1 200 000 \$. La Débenture portait intérêt à un taux annuel de 10 %, payable trimestriellement, et venait originalement à échéance le 19 août 2015, mais cette date a été modifiée pour le 30 juin 2021, sujet à la capacité pour la Société à rembourser en tout temps, sans pénalité. Les bons de souscription ont expiré le 19 février 2015. La débenture était garantie par les propriétés et les actifs de la Société.

Depuis 2016, la Société a modifié sa Débenture pour considérer diverses injections en argent comptant totalisant 1 145 000\$.

En mars 2022, la Société a converti la Débenture d’une valeur nominale de 2 345 000\$ et les intérêts courus de 1 233 018 \$ en 23 823 470 actions ordinaires de la Société. Selon IFRIC 19, un gain sur règlement de dette de 242 732 \$ a été enregistré par la Société en 2022.

8. Dette à long terme

	2023	2022
Prêt, 6%, non garanti, intérêt payable trimestriellement débutant en septembre 2021 et venant à échéance en mars 2024 ^{a)}	\$ 500 000	\$ 500 000
Prêt, sans intérêt, garanti par le gouvernement fédéral, remboursé en décembre 2023	–	30 000
	\$ 500 000	\$ 530 000
Portion courante	(500 000)	(30,000)
	\$ –	\$ 500 000

^{a)}En 2021, la Société a conclu une entente avec Nio-Metals pour une facilité de prêt-relais non garanti de 500 000 \$ (le « prêt-relais »). Le prêt-relais a une durée de 24 mois jusqu’à l’échéance, porte intérêt à 6 % par année payable trimestriellement, à compter de septembre 2021, et n’est pas convertible. Le prêt-relais peut être remboursé à tout moment avant l’échéance sans pénalité. En mars 2022, la Société et le prêteur ont convenu de prolonger la date d’échéance de mars 2023 à mars 2024.

Le 24 avril 2024, Nio-Metals et la Société ont modifié la valeur du prêt-relais à 450 000 \$ suite au remboursement par la Société d’un montant de 50 000 \$ payé comptant et prolongé la date d’échéance au 30 avril 2025, sous réserve d’aucune autre condition.

NIO MÉTAUX STRATÉGIQUES INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022

En dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

9. Impôts sur le résultat et impôt minier

La charge (économie) d'impôts effective comptable diffère de la charge (économie) d'impôts réelle calculée selon le taux statutaire combiné du fédéral et du provincial de 26.5 % (2022 - 26.5 %) appliqué à la perte avant impôts, en raison des éléments suivants :

	2023	2022
Perte avant impôts sur le résultat et l'impôt minier	\$ (729 292)	\$ (477 198)
Recouvrement d'impôts, selon le taux statutaire	(193 262)	(126 457)
Économies d'impôts reliée aux différences temporaires et autres	35 978	34 533
Rémunération à base d'actions non déductible	19 336	37 262
Effet de l'aide gouvernementale	-	(18 852)
Pertes de l'exercice courant pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé	137,948	73 514
	\$ -	\$ -

Actifs d'impôts différés non comptabilisés :

Aucun actif d'impôts différés n'a été comptabilisé pour ces éléments, car il est improbable que des bénéfices imposables soient réalisés contre lesquels ces éléments pourront être utilisés.

	2023	2022
Pertes autres qu'en capital reportées prospectivement	\$ 2 636 976	\$ 2 498 027
Écarts reliés aux dépenses d'exploration	950 624	916 788
Écarts reliés aux propriétés minières	115 790	94 981
Frais financiers	43 660	63 076
Écarts reliés à l'immobilisation	8 023	8 023
Pertes en capital reportées prospectivement	1 020	1 020
	\$ 3 755 092	\$ 3 581 915

Les pertes autres qu'en capital viennent à échéance aux dates suivantes :

	Fédéral	Québec
2026	\$ 227 582	\$ 227 582
2027	328 025	328 025
2028	461 358	461 358
2029	449 845	449 845
2030	430 422	430 422
2031	1 051 711	1 051 711
2032	951 827	951 827
2033	910 315	910,315
2034	737 928	737 928
2035	660 158	660 158
2036	514 841	514 841
2037	460 302	460 302
2038	488 689	488 689
2039	449 795	445 914
2040	412 563	412,563
2041	615 968	614 729
2042	277 410	277 410
2043	521 190	521 190
	\$ 9 949 929	\$ 9 944 809

NIO MÉTAUX STRATÉGIQUES INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022

En dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

La Société a également des crédits d'impôts non constatés de 150 360 \$ (2022 - 164 208 \$) qui expirent au cours des exercices 2024 à 2033.

10. Capital social

Le nombre d'actions émises et en circulation au 31 décembre 2023 était de 79 860 672 (2022 - 75 718 338). La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale.

Au cours de l'exercice, la Société a émis 4 142 334 actions ordinaires de la Société lors de l'exercice de bons de souscription d'actions ordinaires pour un produit net de 492 274 \$ pour lesquels une somme de 57 000 \$ demeure à recevoir à la date de publication de ces états financiers (note 4).

11. Bons de souscriptions

Le nombre de bons de souscription en circulation au 31 décembre 2023 était de néant (2022 - 13 968 750).

Le prix moyen pondéré exerçable des bons de souscription en circulation au 31 décembre 2023 était de néant \$ (2022 - 0,12 \$) et le délai moyen jusqu'à l'échéance était de 0,79 année au 31 décembre 2022.

Les changements dans les bons de souscriptions étaient les suivants durant l'exercice:

	2023		2022	
	Nombre de bons de souscriptions	Moyenne pondérée du prix exerçable	Nombre de bons de souscriptions	Moyenne pondérée du prix exerçable
Solde, au début	13 968 750	\$ 0,12	13 968 750	\$ 0,12
Exercées	4 142 334	\$ 0,12	–	\$ –
Expirées	9 826 416	\$ 0,12	–	\$ –
Solde, à la fin	–	–	13 968 750	\$ 0,12

12. Perte nette par action

Le calcul de la perte nette de base par action au 31 décembre 2023 a été basé sur la perte attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires, qui correspond à une perte pour l'exercice de 729 292 \$ (2022 - 477 198 \$), et sur un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation calculé de 76 592 200 (2022 - 72 520 119).

Le calcul de la perte nette diluée au 31 décembre 2023 est le même que la perte nette de base par action étant donné que toutes les options ont eu un effet anti-dilutif (2022 - idem).

13. Paiements fondés sur les actions

Dans le cadre du régime d'achat d'options, la Société peut émettre des options au profit des administrateurs, des dirigeants et des consultants jusqu'à un maximum de 10 % des actions émises et en circulation au moment de l'octroi des options à régime variable et leur durée de vie ne peut pas dépasser 5 ans. Les options sont acquises immédiatement après l'émission. Le prix d'exercice des options est déterminé par le conseil d'administration et ne peut être supérieur à la valeur obtenue en utilisant un prix au moins égal au cours escompté en utilisant le cours de clôture des actions ordinaires

NIO MÉTAUX STRATÉGIQUES INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022

En dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

lors de la veille de l'attribution de l'octroi. Les options sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de l'octroi.

Le plan doit recevoir l'approbation du TSX-V et des actionnaires à chaque année à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société.

Le nombre d'options d'achat d'actions en circulation pouvant être exercé a fluctué comme suit au :

	Au 31 décembre 2023		Au 31 décembre 2022	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée du prix exercable	Nombre d'options	Moyenne pondérée du prix exercable
Solde, au début	3 750 000	\$ 0,15	3 550 000	\$ 0,15
Allouées	700 000	0,15	200 000	0,15
Solde, à la fin	4 450 000	\$ 0,15	3,750,000	\$ 0,15

Les options ont été consenties par la Société au cours de l'année dernière et la valeur de chaque option est estimée à la date d'octroi à l'aide du modèle de tarification des options Black-Scholes avec les hypothèses suivantes :

	2023	2022
Nombre d'options allouées	700 000	200 000
Taux d'intérêt sans risque	3,28%	2,74%
Rendement attendu du dividende	0,00%	0,00%
Volatilité attendue	104,59%	113,82%
Durée prévue	5 années	5 années

La juste valeur estimée des options accordées durant l'exercice terminé le 31 décembre 2023 est de 48 352 \$ (2022 - 11 890 \$). Ce montant est amorti et imputé sur les bénéfices au fur et à mesure que les droits d'exercice sont acquis.

Le calcul du bénéfice dilué par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation diluées excluait l'impact des 4 450 000 options d'achat d'actions (2022 - 3 750 000) car il était antidilutif.

La charge de rémunération à base d'actions pour la période terminée le 31 décembre 2023 a totalisé 72 965 \$ (2022 - 140 610 \$) et a été créditée au surplus d'apport.

Le tableau suivant résume certains renseignements sur les options d'achat d'actions en circulation au :

Prix d'exercice	Options émises			31 décembre 2023 Options exercables	
	Nombre d'options	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée restante	Moyenne pondérée du prix exercable	Nombre d'options	Moyenne pondérée du prix exercable
\$		(en années)	\$		\$
0,15	4 450 000	3.09	0,15	3 916 667	0,15

NIO MÉTAUX STRATÉGIQUES INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022

(En dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

				31 décembre 2022	
				Options émises	
				Options exerçables	
Prix d'exercice	Nombre d'options	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée restante	Moyenne pondérée du prix exerçable	Nombre d'options	Moyenne pondérée du prix exerçable
\$		(en années)	\$		\$
0,15	3 750 000	3,83	0,15	2 433 333	0,15

14. Information additionnelle

Les changements dans la variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement lié à l'exploitation étaient les suivants au 31 décembre:

	2023	2022
Débiteurs et autres débiteurs	\$ 6 346	\$ 87 797
Frais payés d'avance	63 786	180 544
Comptes fournisseurs et autres créditeurs	(151 187)	47 651
	\$ (81 055)	\$ 315,992

Les charges non monétaires pour l'année ont été les suivantes:

	2023	2022
Bons de souscription expirés reclassés sous surplus d'apport	\$ 193 146	\$ –
Bons de souscription exercés reclassés au capital social	452 841	–
Juste valeur des actions émises lors de la conversion de la débenture	–	2 185 916
Juste valeur des actions émises lors de la conversion d'intérêts courus	–	1 146 370
Compensation d'une souscription à recevoir en réduction de comptes à payer à un officier	–	10 000
Bons de souscription à recevoir	57 000	–

Les espèces et quasi-espèces considéraient les éléments suivants au 31 décembre :

	2023	2022
Espèces	\$ 543 537	\$ 1 635 519
Placements à court terme	760 874	–
	\$ 1 304 111	\$ 1 635 519

Information supplémentaire:

	2023	2022
Intérêts reçus	45 618	–
Intérêts payés	42 575	31 225

NIO MÉTAUX STRATÉGIQUES INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022

En dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

15. Instruments financiers et gestion des risques financiers

a) Instruments financiers à la juste valeur

	Au 31 décembre 2023		Au 31 décembre 2022	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers (coût amorti)				
Espèces et quasi-espèces	\$ 1 304 411	\$ 1 304 411	\$ 1 636 519	\$ 1 636 519
Débiteurs, à l'exception de taxe de ventes à recevoir	71 222	71 222	1 200	1 200
	\$ 1 375 633	\$ 1 375 633	\$ 1 637 719	\$ 1 637 719
Passifs financiers (coût amorti)				
Comptes fournisseurs et autres créditeurs, à l'exception des bénéficiaires marginaux payables	84 349	84 349	244 976	244 976
Dette à long terme	500 000	500 000	530 000	530 000
	\$ 584 349	\$ 584 349	\$ 774 976	\$ 774 976

Lors de la détermination de la juste valeur, la Société utilise les données observables basées sur différents niveaux qui sont déterminés de la façon suivante :

- Le niveau 1 inclut les prix publiés (non ajustés) lorsque le marché est actif et que les actifs ou les passifs sont similaires;
- Le niveau 2 inclut les données qui ne sont pas estimées selon des données de base observables autres que les prix publiés selon le premier niveau; et
- Le niveau 3 inclut les données qui ne sont pas basées sur un marché observable.

La valeur comptable des espèces et des quasi-espèces, des débiteurs (à l'exception de taxe de ventes à recevoir), des comptes fournisseurs et autres créditeurs (à l'exception des bénéficiaires marginaux payables) est considérée comme étant une estimation raisonnable de leur juste valeur compte tenu de l'expiration à court terme de ces instruments. La valeur comptable de la dette à long terme est comptabilisée au coût amorti et est considérée comme étant une estimation raisonnable de sa juste valeur (niveau 2).

b) Aperçu des risques

La Société est exposée aux risques suivants en lien avec ces instruments financiers. La gestion des risques de la Société est basé sur l'imprévisibilité du marché financier et cherche à minimiser les effets négatifs potentiels sur la performance financière de la Société. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés pour couvrir ces risques.

i) Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité de subir une perte à la suite de la non-performance d'une autre partie de ses engagements selon les termes d'un contrat. Les instruments financiers qui assujettissent potentiellement la Société à des risques de concentration de crédit sont les espèces et quasi-espèces et les autres débiteurs, à l'exception de taxe de ventes à recevoir. Les espèces sont détenues chez des institutions financières de grande qualité. Le risque maximal correspond à la valeur comptable de ces actifs financiers.

NIO MÉTAUX STRATÉGIQUES INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022

En dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

ii) Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant d'espèces et de s'assurer que la Société dispose de sources de financement suffisantes tels les placements privés. La Société établit des prévisions de trésorerie pour s'assurer qu'elle dispose des fonds disponibles pour respecter ses obligations. L'obtention de nouveaux fonds permet à la Société de poursuivre ses activités, mais malgré le fait qu'elle a réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

Les échéances contractuelles des passifs financiers se présentent comme suit :

	0 - 12 mois	13 - 24 mois	Plus de 24 mois
Comptes fournisseurs et autres créditeurs (à l'exception des bénéfices marginaux payables)	\$ 84 349	\$ -	\$ -
Dette à long terme	500 000	-	-
	\$ 584 349	\$ -	\$ -

iii) Risque lié au taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Le prêt émis par la Société porte intérêt à taux fixe. Par conséquent, la Société n'est pas exposée à un risque de taux d'intérêt important sur les flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

16. Opérations conclues avec des apparentés

Rémunération des principaux dirigeants

Le personnel de direction correspond aux administrateurs ainsi que les officiers de la Société.

Au cours de la période, la Société a encouru les dépenses suivantes avec les principaux dirigeants :

	2023	2022
Frais de gestion inclus dans les frais de bureau et d'administration	\$ 93 618	\$ 77 202
Honoraires professionnels payés à un officier	33 238	48 000
Honoraires professionnels payés à une corporation contrôlée par un administrateur	-	35 000
Honoraires des administrateurs	37 399	35 576
Rémunération à base d'actions	69 256	130 571

Les montants relatifs à son actionnaire principal se présentent comme suit au 31 décembre:

	2023	2022
Prêt	500 000	500 000
Intérêts courus	10 027	22 603

Au cours de l'exercice, la Société a enregistré une charge d'intérêts de 30 025 \$ (2022 - 57 058 \$) relative au prêt et aux débetures; de ce montant, 42 575 \$ a été payé (2022 - 31 225 \$).

NIO MÉTAUX STRATÉGIQUES INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022

En dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

17. Informations concernant le capital

En matière de gestion du capital, les objectifs de la Société sont d'assurer la continuité d'exploitation tout en maintenant les programmes d'exploration en cours ainsi que le développement des actifs miniers, de fournir un fonds de roulement suffisant afin de respecter ses engagements en cours et de poursuivre d'éventuels investissements.

Le capital se présente comme suit au:

	2023	2022
Espèces et quasi-espèces	\$ 1 304 411	\$ 1 636 519
Dette à long terme	500 000	530 000
Capital social	20 980 963	20 295 543

La Société gère la structure de son capital et y fait des ajustements en conformité avec les objectifs susmentionnés ainsi qu'à la lumière des changements de conditions économiques et des risques caractéristiques des actifs sous-jacents. Dans la gestion du capital, la Société inclut les composantes de l'avoir des actionnaires. Afin de maintenir sa structure de capital, la Société favorise l'émission de nouvelles débentures, l'émission de nouvelles actions, l'acquisition ou la disposition de certains actifs et la répartition des montants en espèces. La Société n'est soumise à aucune obligation externe concernant son capital. La gestion du capital par la Société est demeurée inchangée depuis l'exercice précédent.